

« Même un enseignant attaché aux valeurs de l'école républicaine doit rester modeste sur le pouvoir de l'école »

Quel beau mot que cette méritocratie, me disais-je, quand je suis entré dans le métier après avoir passé deux concours ! Moi, issu de la classe populaire, j'avais des tantes, certes plus âgées que mes parents, qui ne savaient pas écrire. J'étais un exemple de la méritocratie et je me promettais de contribuer à la faire vivre. Normalement, depuis la Révolution, la naissance ne devrait pas expliquer la position sociale, celle-ci, dans le meilleur des mondes, devant s'expliquer par son travail et ses mérites.

Dès mon premier poste, des collègues plus expérimentés m'ont mis en garde. Ils trouvaient déjà, à la fin des années 1980, que le concept de méritocratie s'inscrivait dans une vision libérale de la société, et culpabilisatrice des individus qui n'obtenaient pas de bons résultats scolaires. Il fallait promouvoir l'élitisme républicain. Ils le percevaient comme un objectif plus ambitieux et plus collectif.

Il s'agissait de sélectionner les élites, mais celles-ci seraient censées servir réellement l'intérêt général. La formule « élitisme républicain » est belle, mais elle ne guidait pas spécialement le jeune professeur que j'étais. J'étais bien plus préoccupé par les différences de capital économique, de capital social ou réseau social et, bien sûr, des différences de capital culturel qui attestaient que l'égalité de droit, pour atteindre les formations les plus gratifiantes, ne se traduisait pas par une réelle égalité des chances.

Perdants de la compétition scolaire

Au quotidien, le professeur, par l'enseignement de sa matière et les projets

culturels qu'il mène, essaie de renforcer l'estime de soi des élèves et de mieux les armer pour la compétition scolaire.

Avec les années, la mise en garde initiale des anciens s'est muée en une critique bien plus sévère de la méritocratie, avec des professeurs, sinon complices des dominants, du moins présentés en naïfs, croyant lutter contre les inégalités, et qui contribueraient à la reproduction sociale. Pire, ils amèneraient les élèves perdants de la compétition scolaire à penser qu'ils sont seuls responsables de leur échec, dédouanant, de la sorte, la société et les mieux lotis de celle-ci. Le professeur rendrait acceptable la reproduction des inégalités.

Lui, qui pense que sa mission vise à faire progresser la démocratie et à permettre aux jeunes de développer leur libre arbitre, aurait plutôt un effet anesthésiant. C'est perturbant. Mais sans sous-estimer les effets pervers de la compétition scolaire, on peut aussi critiquer la critique en ne retenant ici que trois aspects :

- Commençons par une remarque de bon sens. Aussi imparfaite qu'elle soit, la sélection à laquelle contribue l'école est inévitable. Des sociologues comme François Dubet et Marie Duru-Bellat ne la rejettent pas a priori, tout en regrettant son importance, mais leur propos est moins une critique de l'enseignement qu'une invitation à repenser la société : il faut lutter contre les inégalités, valoriser d'autres compétences qu'académiques, démocratiser la « lutte des places », etc. Vaste programme. Le professeur qui arrive le matin dans son établissement, face à ses élèves, ne s'attelle pas tous les jours à refaire le monde, mais il essaie d'aider les jeunes face à lui à exploiter leur potentiel et à poursuivre dans les meilleures conditions leur parcours scolaire.
- Même un enseignant qui croit à son utilité sociale, qui est attaché aux valeurs de l'école républicaine, doit rester modeste sur le pouvoir de l'école. On peut multiplier les diplômés, on ne multiplie pas les emplois qualifiés, épanouissants et convenablement rémunérés. Les solutions dépassent la sphère scolaire et relèvent de choix

stratégiques : fallait-il laisser le pays se désindustrialiser ? Ou de choix économiques et sociaux : existe-t-il une volonté ou pas de redistribuer les richesses ?

- Aujourd'hui, beaucoup d'enseignants ne sont pas les marionnettes d'un système leur demandant de collaborer pour entériner les inégalités qui se creusent. Je les trouve au contraire très lucides et particulièrement inquiets de constater la très forte croissance du secteur privé dans les études supérieures, alors que le secteur public s'appauvrit. En silence, on laisse se creuser le fossé entre les familles qui peuvent payer des études coûteuses à leurs enfants et les autres. Les premiers ne sont pas certains de rentabiliser leurs diplômes, surtout si leur réseau relationnel est peu étoffé, mais il est sûr qu'il n'est pas bon d'encourager le développement de ce système à deux vitesses.

Bout de chemin intellectuel

Sans aucun mépris pour les intellectuels qui scrutent de manière sévère le système scolaire, pour paraphraser Michel Audiard [1920-1985], je dirais qu'un intellectuel assis sur son fauteuil devant son ordinateur va moins loin qu'un professeur qui, debout dans sa classe, se démène pour faire un bout de chemin intellectuel avec ses élèves, et les encourage à poursuivre leur parcours.

J'ai été heureux de constater que [Gérard Noiriel, brillant historien et parfait exemple de la méritocratie](#), croit aussi que les professeurs sont là pour aider les jeunes à exploiter leur potentiel. On espère qu'un déclic se produira comme lui-même l'a connu, grâce au sérieux des profs et à leur capacité à encourager les élèves.

Etre professeur est sûrement plus difficile qu'il y a trente ans, sans être naïf, cependant je ne cautionne pas le discours démoralisant sur leur impact – qui serait un leurre des dominants pour continuer à asseoir leur domination. Au-delà de la question sémantique [*sur la méritocratie*], beaucoup de professeurs peuvent dresser le même bilan que moi.

On peut citer quasiment chaque année de très belles histoires d'élèves à fort potentiel qui ont poursuivi leur progression, mais aussi des élèves qui se cherchaient et que des enseignants ont aidés à trouver des voies sinon épanouissantes, du moins qui augmentaient leurs chances de trouver leur place dans les études supérieures, puis dans le monde du travail. Le professeur n'est pas devant des statistiques, mais devant des êtres humains qu'il cherche à aider. Qu'on qualifie son action de méritocratie ou pas, son utilité sociale reste essentielle.

[Réutiliser ce contenu](#)